

La DG casse des SIE déjà dans la tourmente

Notre section a participé à la délégation de notre syndicat national lors du récent groupe de travail avec la DG sur les SIE. Vous pouvez consulter notre déclaration liminaire et le compte rendu : <https://solidairesfinancespubliques.org/vie-des-services/professionnel/3737-sie-la-fin-programmee.html#liminaire>
Nous y avons lancé une véritable alerte sur le mécano infernal préparé pour ces services. Nous souhaitons ici faire le point sur le scénario global qui se dessine, celui de la fin programmée des SIE de plein exercice. Nous invitons les personnels à se réunir pour échanger sur cette situation et rédiger des motions collectives.

Des SIE dans la tourmente

L'actualité est lourde pour des services qui doivent faire face aux difficultés et sollicitations des entreprises dans cette période de crise. Les tensions en effectifs de longue date entraînent une montée intense de la charge de travail et des conditions de travail dégradées. De plus les « bugs informatiques » (le pompon étant E-contact en carafe dans cette période !) stressent les personnels quand ils sont submergés par les demandes. Enfin l'absence de visibilité en l'absence de consignes harmonisées (gestion des contentieux CFE, politique globale du recouvrement et de la gestion des reports de paiements) met dans l'incertitude (et les retards) les personnels. Le moins que l'on puisse dire c'est que les agents sont en première ligne sur des missions essentielles sans réels moyens pour faire face. Et nous ne parlons pas ici des conséquences du fonds de solidarité dont les SIE, malgré la cellule dédiée, supportent une partie du poids. D'autant qu'il devrait s'accroître en novembre et décembre avec les nouvelles mesures encore plus complexes décidées par le gouvernement.

Les SIE et le NRP (Nouveau Réseau de Proximité) en Haute-Garonne

À ce stade 7 SIE sont maintenus en pleine compétence. Les projets initiaux d'antenne pour Saint-Gaudens ou au Mirail ont été abandonnés suite à nos actions et expressions de toutes parts soutenues par la mobilisation des personnels. Il faut dire que les réflexions « métiers » engagées ont toutes souligné le côté usine à gaz d'un saucissonnage des missions sur la chaîne de travail. C'est dans ce cadre que la Direction semble aussi avoir abandonné son projet d'antenne « back-office » sur Fronton.

Dès lors il reste dans les projets néfastes du NRP pour les SIE l'annonce de la fusion des SIE de la Cité pour janvier 2021 (même si nous n'avons cessé de dénoncer ce choix, qui plus est dans la situation actuelle) et des transferts de communes en 2021 puis 2022.

La DG déroule son plan pour liquider les SIE

Dans le cadre des projets liés à « la démétropolisation » notre département sera touché par des suppressions d'emplois à hauteur d'une quarantaine d'ETP. Cela veut dire 5/6 emplois en moins par SIE, avant même les suppressions d'emplois « classiques » ! De plus les projets de la DG saucissonneront

tellement les missions qu'on peut raisonnablement penser que les SIE, interlocuteur unique des entreprises, disparaîtront à moyen terme pour devenir des services résiduels de back-office.



Centralisation du recouvrement: les projets sont engagés pour un regroupement départemental du recouvrement des créances des professionnels (puis des particuliers) dans un seul service comptable. C'est la fin programmée des liaisons essentielles assiette/recouvrement et de la gestion des dossiers en proximité avec les entreprises et leur milieu social et socioprofessionnel.

Des services nationaux de « soutien »: gestion des quitus ; Pôle national de soutien en gestion ; Pôle national dédié aux procédures lourdes de recouvrement ; service national

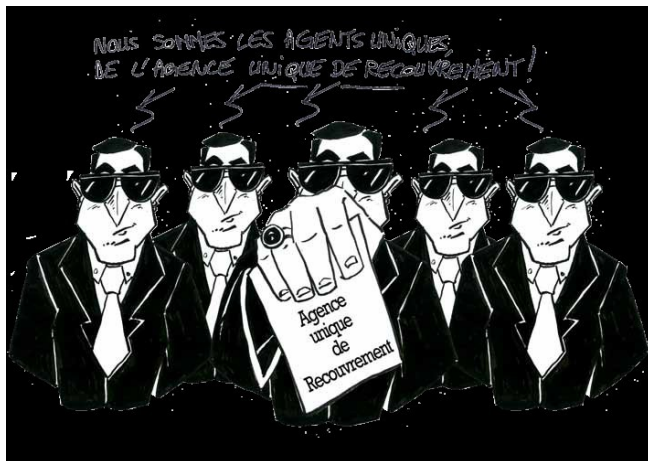
TVA commerce en ligne. La technicité, essentielle à nos missions, est ainsi « nationalisée » avec un impact à prévoir pour les services de Direction.

Des Centres de contacts des professionnels. Pour notre département, ce sera Pau qui sera en charge de, excusez du peu : réponse aux appels téléphoniques ; accompagnement dans démarches ; traitement des courriels ; actes de gestion de « premier niveau ». Ces contacts entraîneront dès lors des liaisons à inventer avec les services de gestion encore existants.

Des services travaillant à distance hors du département exportateur. Au-delà du verbiage technocratique cela veut dire que des missions essentielles de notre département seront gérées à Agen à arbitrer entre : gestion des avis, des locaux, relance des défaillants déclaratifs ou de

paiements, remboursement de crédits, impositions d'offices, contentieux CFE, travaux dans Medoc. Là aussi on imagine l'usine à gaz en matière de liaisons entre ces services à distance et les services restants de gestion.

Accueil des usagers professionnels. Alors que localement nous avons pu maintenir la mise à l'écart de l'exclusivité de l'accueil sur rendez-vous, la Direction locale, sous prétexte de la crise sanitaire, impose les projets de la DG. La cible est claire : contactez-nous sur internet ou par téléphone, mais ne venez surtout pas dans nos services !



Nous sommes en désaccord total avec les projets de la DG et de notre Direction locale :

- Pour les usagers professionnels, ce sera un énorme recul du service public parce que toutes les entreprises ne relèvent pas de « la start-up nation » mais sont pour beaucoup des PME, entreprises individuelles, auto-entrepreneurs qui ont besoin de proximité et de réactivité. Le saucissonnage des interlocuteurs, tout comme les processus hachurés (contentieux/recouvrement) entraîneront des incompréhensions et un décalage manifeste avec le monde des entreprises.
- Pour les personnels qui vont subir une accélération sans précédent de l'industrialisation du travail et ses conséquences sur le sens et l'intérêt du travail et qui auront, de plus à subir des processus de liaisons kafkaïens et immaîtrisables.
- Pour les services qui sont en grand danger pour ce qui concerne leurs missions et très rapidement des suppressions ou fusions.

Nous invitons nos collègues des SIE à se réunir et recenser tant les difficultés vécues actuellement que leur analyse sur ces projets. Nous devons submerger notre haute hiérarchie de motions, pétitions et de toutes les expressions nécessaires pour sauver notre utilité. Et le temps de l'action n'est tout autant pas révolu par la période de crise que nous traversons.